

POLITIQUES DE SOUTIEN A L'ENTREPRENARIAT. DE LA DIMENSION LOCALE A LA DIMENSION EUROPEENNE

Magdaléna PRIVAROVA , Andrej PRIVARA ³⁷

LA RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE COMME INTERFACE ENTREPRISE/SOCIETE³⁸

Introduction

L'objectif de cette communication est de présenter brièvement la problématique de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), ainsi que de souligner l'importance de ce phénomène à l'heure actuelle. La question de la RSE n'est pas une idée nouvelle en Europe ou dans le monde. Or, aujourd'hui, on parle de plus en plus de ce concept. Que la question de la RSE se pose, manifeste l'existence d'une certaine tension entre les entreprises (et plus généralement les activités économiques) et les sociétés civiles (4, 2004). Les raisons de telles tension peuvent être multiples, de l'évolution des technologies de production aux transformations des rapports internationaux.

Les avis concernant la RSE sont nombreux et le concept trouve ses supporteurs et ses adversaires. En générale, la société tend à juger l'évolution vers la prise de responsabilités plus générales comme positive. Les pays de l'Union européenne ont commencé à s'occuper de cette problématique plus sérieusement depuis 1996, quand la centrale européenne spécialisée en matière de responsabilité sociale des entreprises – *CSR Europe* – fut créée. Son objectif est de soutenir ses membres dans l'application des principes de la RSE dans leurs entreprises, fournir une éducation et des conseils dans ce domaine et assurer une propagation paneuropéenne de la RSE.³⁹

L'origine et l'histoire de la RSE

La RSE n'est pas un phénomène tout nouveau dans l'optique des entreprises. Les approches théoriques modernes de la RSE commencent à apparaître dans les années 1950 aux Etats-Unis. En 1953, Howard R. Bowen publie un ouvrage sous le titre „La responsabilité sociale de l'homme d'affaires“. Il fait appel à l'éthique personnelle du manager d'entreprise. Il s'agit de guider le comportement et la moralité des individus sans avoir recours à la réglementation contraignante des pouvoirs publics.

Cette conception fondée sur l'éthique est marquée par le contexte de l'époque aux États-Unis: les années 1950 sont caractérisées par une augmentation de la taille, du pouvoir et de

³⁷ Contacts : magda.privarova@euba.sk, andy.privara@gmail.com

³⁸ Cette communication est l'un des résultats de recherche du projet OP Va V „Vytvorenie excelentného pracoviska ekonomického výskumu pre riešenie civilizačných výziev v 21. storočí“ (ITMS 26240120032). Podporujeme výskumné aktivity na Slovensku/Projekt je spolufinancovaný zo zdrojov EÚ et du projet VEGA 1/0103/12 „Trh práce vo väzbe na ekonomický rast v kontexte spoločensko-ekonomických zmien.“

³⁹ En Slovaquie, ses partenaires sont Business Leaders Forum et la Fondation Pontis.

l'importance du rôle des entreprises américaines. Ce phénomène n'a pas apporté seulement la prospérité mais aussi les effets négatifs supportés par l'Etat, les habitants et la nature. A la fin des années 1950, se sont aussi des mouvements civiques, écologiques, pacifistes qui se développent. Ils contestent le comportement et les activités de grandes entreprises par rapport au respect des droits de l'homme, de l'environnement, etc. On peut dire que cette première vague de RSE répond à des caractéristiques culturelles et institutionnelles spécifiquement américaines (11, 2005).

La seconde vague de RSE apparaît aussi aux Etats-Unis à partir des années 1970 et connaît son plein essor dans les années 1980 et 1990. C'est une conception utilitariste de la RSE qui met l'accent sur le lien entre la performance économique et la performance sociale de l'entreprise. Elle suppose que la réalisation d'objectifs sociaux doit procurer un avantage compétitif pour l'entreprise. C'est pourquoi, toute activité sociale doit être soumise à un calcul de type coûts/avantages.

La conception utilitariste de la RSE est devenue la doctrine officielle de l'Union européenne, sous la forme du concept de „responsabilité sociale compétitive“ (1, 2005) comme moyen de faire front à la concurrence agressive des pays émergents à faibles coûts du travail. Ce mouvement est accompagné par la recherche de nouveaux cadres de régulation mondiale (lignes directrices de l'OCDE à l'égard des sociétés multinationales, accords-cadres internationaux de firmes multinationales avec les syndicats internationaux, projet ISO de norme sociale internationale...) (3, 2011).

La conception de la RSE fondée sur le développement durable (soutenable) représente la vague la plus récente. Elle a commencé à se développer après la conférence de Rio (1992) qui a popularisé la notion de développement durable (ou soutenable). Cette conception repose sur l'idée que l'entreprise n'est pas seulement présente sur un marché, mais aussi dans une société (8, 2000). En d'autres termes, l'entreprise n'existe que par la société qui permet son existence. Elle ne peut se développer sans un environnement sain et viable. Son comportement doit donc viser à ne pas détruire les ressources qui assurent sa pérennité. La réflexion sur le développement durable a entraîné des pressions pour que les entreprises prennent en considération les conséquences sociales et environnementales de leur activité. Le rôle d'une entreprise socialement responsable est donc d'assurer l'équilibre le plus harmonieux entre sa performance économique et les impacts économiques et sociaux de ses actes. Aujourd'hui, on considère dans de nombreux pays (notamment en Europe) que la RSE est la contribution des entreprises au développement durable.

Le concept de RSE

La RSE est un concept relativement nouveau qui n'a pas encore de définition stable ou systématiquement utilisée. Il apparaît pour la première fois dans le livre *Responsabilités sociales de l'entrepreneur* écrit par Howard R. Bowen en 1953. Selon lui, „la responsabilité sociale représente l'engagement d'entrepreneurs qui doivent rechercher une stratégie, prendre des décisions et engager des activités souhaitables par rapport aux objectifs et surtout aux valeurs de notre société“ (2, 1953).

Le concept de la RSE suppose que l'entreprise n'est plus uniquement une machine à productivité. Elle constitue un groupe politique et social. Elle prend conscience de son rôle et de ses interactions avec les parties prenantes ou stakeholders. Elle doit devenir

responsable pour ne pas renforcer les conflits avec la société dont elle fait partie. De même qu'une entreprise a besoin de la société pour exister, de même, le progrès de la société est assuré par l'entreprise. Si l'entreprise existe c'est parce que la société le veut bien et en contrepartie son comportement et ses méthodes doivent respecter les lois formulées par la société" (6, 2007). Cette forme de cohabitation est à l'origine de toute responsabilité d'entreprise. Elle place l'entreprise à l'interface de ses propres intérêts et des intérêts de la société.

C'est-à-dire que l'entreprise doit se soucier non seulement de sa rentabilité et de sa croissance, mais aussi de ses impacts sociaux et environnementaux. Le comportement de l'entreprise devrait ainsi mener vers la croissance économique, l'équilibre écologique et le progrès social. Il est difficile de mesurer la totalité de cet action car elle n'est pas toujours quantifiable à cause de son caractère multidimensionnel. Pour mieux comprendre les dimensions de la RSE, on peut les aborder à travers trois domaines principaux : économique, social et écologique.

La dimension économique concerne la performance financière „classique“ mais aussi la capacité de l'entreprise à contribuer au développement économique de la zone d'implantation, le respect des principes de saine concurrence (absence de corruption, de position dominante...). Il s'agit par exemple:

- des relations correctes et transparentes avec les partenaires commerciaux – consommateurs, fournisseurs, investisseurs,
- d'une publicité éthique
- de la protection de la propriété intellectuelle.

La dimension sociale englobe les conséquences sociales de l'activité de l'entreprise pour l'ensemble de ses parties prenantes: employés (conditions de travail, santé et sécurité des employés, égalité des avantages, niveau de rémunération, non-discrimination, exclusion, chômage...), fournisseurs, clients (sécurité et impacts psychologiques des produits), communautés locales (nuisances, respect des cultures) et la société en général. Elle met également l'accent sur:

- l'établissement des règles sur le lobbying
- la lutte active contre la corruption
- l'augmentation de la qualité de vie.

La dimension environnementale concerne la compatibilité entre l'activité de l'entreprise et la protection des écosystèmes. Elle parle alors de l'utilisation responsable des ressources afin de minimiser l'impact négatif de ses activités sur l'environnement. Cette dimension met l'accent sur:

- le recyclage
- la production des produits écologiques
- les normes ISO 14000
- l'utilisation des sources d'énergie alternatives....

A l'époque actuelle, caractérisée par un affaiblissement des Etats et par un recul de leur rôle en matière de protection sociale, on peut percevoir l'étendue du contenu de la RSE. Dans ce contexte, on discute le problème de la place respective des entreprises et de l'Etat par rapport à la société. Les réponses sont très diverses. Elles dépendent d'ailleurs de l'évaluation des arguments contre et en faveur de RSE.

Les arguments contre et en faveur de RSE

Les avantages de la RSE

Les avantages de la RSE sont les effets qui se manifestent notamment à long terme. Même s'il s'agit d'avantages plutôt moraux, ils peuvent avoir aussi des effets positifs sur les ressources financières et sur les profits.

Aujourd'hui, il y a de plus en plus d'entreprises qui considèrent la RSE comme un enjeu stratégique. Il semble que les entreprises sont de plus en plus nombreuses à considérer le développement durable non comme un coût mais comme un investissement stratégique. Ainsi les coûts liés à la mise en place de la RSE ne sont pas vus comme une contrainte mais comme une opportunité à saisir et comme un enjeu stratégique. On observe globalement un accroissement de la pression des consommateurs et des organisations non-gouvernementales, donc le risque d'une mauvaise publicité pour les entreprises augmente. Les entreprises ont plus intérêt à renforcer leur transparence pour éviter ce risque. A partir des années 1990 un nombre croissant de grandes entreprises cotées introduisent dans leur rapport financier ou en annexe de ce dernier, des éléments concernant leur rapport à l'environnement. Au tournant des années 2000 cette tendance s'élargit à la prise en compte des autres composantes de la RSE, c'est-à-dire aux rapports sociaux et économiques. Donc, parmi les bénéfices de la RSE, on peut citer l'augmentation de la valeur de la marque, la création d'une bonne image et d'une réputation, la préservation des ressources naturelles, la création de bonnes relations avec les partenaires commerciaux, les possibilités pour l'innovation et le renforcement de la fidélité et la loyauté des clients. L'entreprise peut de cette façon obtenir un avantage concurrentiel.

De plus, l'investissement dans le développement des ressources humaines apparaît comme le meilleur moyen d'assurer le bon positionnement futur sur le marché. La compétitivité du capital humain est l'élément clé pour préserver et développer la performance.

En outre, ces entreprises attirent et retiennent plus facilement les employés et s'exposent à des risques moins importants en matière financière et de réputation. Enfin, ces entreprises font preuve d'innovation et d'une bonne capacité d'adaptation.

De point de vue économique, dans le long terme, la RSE permet de diminuer les coûts de production grâce à l'utilisation plus efficaces des ressources. Elle aboutit aussi à l'augmentation de l'effectivité de la main d'oeuvre en motivant plus les salariés et en augmentant leur qualification.

Les critiques de la RSE

Bien sûr, la RSE a aussi ses critiques. Ce concept est critiqué par de nombreux économistes car, à leurs yeux, elle conteste les principes fondamentaux des affaires commerciales. L'approche traditionnelle proclame la maximisation du profit comme but de l'entreprise ce qui est en opposition avec la nouvelle approche.

Dans les années 1970, c'était notamment Milton Friedman qui l'a critiqué, car selon lui, la RSE, en limitant la liberté, a contribué à menacer le fonctionnement du marché. Milton Friedman souligne qu'un manager est avant tout un employé des propriétaires de l'entreprise et qu'il doit agir conformément avec leurs intérêts. L'intérêt des actionnaires est la maximisation des profits et de la valeur d'entreprise, par conséquent le manager est chargé d'essayer de répondre à leurs exigences. L'argent investi dans les activités liées à la

RSE n'est pas non plus en possession du manager. Celui-ci dépense l'argent des autres pour financer ces activités. Par exemple s'il achète les matériaux écologiques plus chers, il diminuera le profit et donc il dépensera l'argent des actionnaires. Si le manager décide de distribuer les produits avec une société de transport locale mais plus chère, il augmentera le prix du produit et dépensera alors l'argent des consommateurs. Si le manager refuse le licenciement, il devra baisser les salaires et donc il dépensera l'argent des meilleurs employés. Friedman argumente sur le fait que la responsabilité principale de l'entreprise est de créer un profit, payer des taxes et que le gouvernement seul a le droit de distribuer des revenus pour assurer le développement durable.

Une autre critique concerne la sensibilisation insuffisante de l'ensemble des citoyens aux enjeux de la responsabilité sociale. L'engagement individuel est assez faible et les gens restent souvent ignorant vis-à-vis des activités coûteuses des entreprises responsables. Les consommateurs sont plutôt sensibles à la variation des prix et ne regardent pas autant les activités sociales du producteur.

Les autres réactions critiques sont liées à l'absence de réglementation et à l'abus de pouvoir à travers la prise de décision des sociétés dans le domaine social. On sait que la mise en place de la RSE se fait au delà du cadre de la législation ce qui conduit à l'absence de réglementation officielle. Les informations que les entreprises fournissent aux parties prenantes ne sont pas normalisées. En raison de la nature volontaire de la RSE, les entreprises peuvent décider librement de définir la responsabilité sociale comme elles l'entendent. Autrement dit, une entreprise peut prétendre publiquement être responsable sans appliquer réellement les principes de la RSE. A cause de l'absence de contrôle, cela pourrait devenir une opportunité pour la publicité mensongère.

Selon Gendron, (7,2011) il y a quelques arguments en faveur et aussi à l'encontre du concept de RSE dans la société (tableau 1).

Tableau 1.
Les avantages et les désavantages de la RSE

Arguments en faveur de la RSE	Arguments contre la RSE
Intérêt à long terme de l'entreprise	Maximisation du bénéfice
Image publique	Coûts sociétaux de l'engagement social
Légitimité de l'entreprise dans la société	Manque de compétences sociétales
Intérêt des actionnaires possédant un portefeuille diversifié	Les entreprises ont déjà trop de pouvoir sociétal
Éviter la régulation par le gouvernement	Dilution des buts primaires de l'entreprise
Se conformer aux normes socioculturelles	Affaiblissement de la compétitivité des entreprises nationales et de la balance des paiements
Donner la possibilité à l'entreprise de réduire les maux de la société	Manque de contrôle sur les résultats des actions sociétales
L'entreprise dispose des ressources nécessaires (capital, talents et expertise)	Manque de soutien de nombreux groupes d'influence dans la société
Les problèmes sociaux peuvent se convertir en opportunités et bénéfices	
Il vaut mieux prévenir que guérir	

Source: http://www.escdijon.eu/download/fr/ceren/cahiers_21/2.pdf, p. 9

Ce tableau nous montre que les arguments qui opposent les idées de la responsabilité sociale sont très forts. Alors pourquoi les entreprises publient-elles des rapports de développement durable, pourquoi se présentent-elles comme socialement responsables?

Pour une vraie minorité des entreprises, c'est une sorte de foi et les relations concernant le futur de notre planète qui est à l'origine de cette initiative.

Selon Gendrone « l'anticipation de la loi, et par extension la compréhension des demandes sociales qui présideront à des modernisations législatives, sont à la base d'un comportement stratégique de l'entreprise par lequel celle-ci adopte de nouveaux procédés avant même d'y être contrainte par la loi, ce qui lui donne une image avant-garde et la distingue de ses concurrents » (7, 2011). Nous pouvons être complètement d'accord qu'en se déclarant socialement responsable, une entreprise se donne la possibilité de gagner un avantage concurrentiel et, en plus, rentabilise cette initiative qui, au départ, nous semblait être un facteur de perte.

La RSE au niveau international

Il existe des normes officielles en matière de RSE. En novembre 2010, la norme ISO 26000 a été publiée. C'est un standard, une norme internationale pour la RSE. En appliquant la norme ISO 26000, il est souhaitable que l'entreprise prenne en considération la diversité sociétale, environnementale, juridique, culturelle, politique et organisationnelle, ainsi que les différences dans les conditions économiques, tout en étant compatible avec les normes internationales de comportement.⁴⁰

Au niveau européen, c'est le Livre vert qui introduit la RSA. La Commission européenne se concentre surtout sur l'établissement du partenariat renforcé entre les Etats membres, l'introduction du concept de RSE dans les enseignements donnés dans les écoles de gestion et sur la promotion de la responsabilité des PME. La Commission européenne propose d'intégrer les objectifs de la RSE dans l'ensemble des politiques européennes.

En octobre 2011, la Commission a présenté une nouvelle stratégie de RSE pour la période 2011-2014 qui contient 8 objectifs principaux:

- Renforcer la position de la RSE et diffuser les bonnes pratiques
- Mesurer le degré de confiance dans les entreprises et l'améliorer, grâce à des débats publics
- Améliorer le processus d'autorégulation et de corégulation
- Renforcer l'attrait de la RSE pour les entreprises
- Améliorer la communication d'informations sociales et environnementales vers le public
- Poursuivre l'intégration de la RSE dans l'éducation, la formation et la recherche
- Souligner l'importance de la politique nationale en matière de RSE
- Rapprocher les conceptions européenne et mondiale de la RSE (coopération avec l'OCDE, l'ONU et l'OIT). (5, 2011).

⁴⁰ L'Organisation internationale de normalisation (ISO) prépare les normes qui sont utilisées par des entreprises mondiales. Une norme est un document volontaire établi par consensus qui fournit des lignes directrices ou des exigences minimales garantissant un résultat optimal dans un contexte donné. 99 pays ont collaboré à la création de la norme parmi lesquelles certains ont quand même voté contre : Etats-Unis, Cuba, Inde, Luxembourg et Turquie. On peut donc dire que l'ISO 26000 est issue d'un consensus.

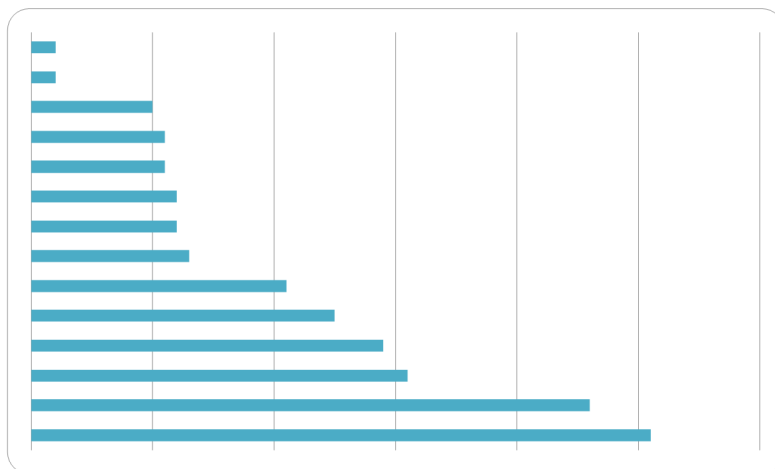
La RSE en Slovaquie

La RSE a commencé à être reconnue en Slovaquie dans les années 1990 avec l'entrée des premières sociétés transnationales. Les entreprises étrangères qui viennent en Slovaquie apportent le respect de la RSE de leur pays d'origine. Alors il n'est pas très difficile pour elles de s'adapter aux conditions et habitudes de notre région. Mais il faut dire qu'elles choisissent souvent de se concentrer plutôt à la philanthropie et à la charité qu'à l'environnement (qui est souvent au premier plan dans le monde). Cela veut dire qu'elles se concentrent sur les dotations et le soutien de l'enseignement, de la santé publique, de la culture, de groupes handicapés et socialement marginalisés. Il s'agit de domaines qui sont les plus visibles pour les entreprises (et leurs clients) mais ne sont pas les plus importants.

Dans le contexte de la RSE en Slovaquie, il faut dire que, dans les années 1990, plusieurs organisations non gouvernementales ont pris cette idée et ont commencé à se concentrer sur l'application de ce nouvel aspect. „ Les plus importantes de ces organisations non-gouvernementales sont : le Centre pour la philanthropie, l'association civique PANET, la Fondation Integra, la Fondation Pontis, l'Institut pour les réformes économiques et sociales et l'Institut de l'emploi.“ (14, 2011). Chacune de ces organisations se concentre sur un aspect de la RSE, il y a donc une possibilité plus grande de contrôle.

Un grand progrès dans le développement de la conscience de RSE a été réalisé avec

Graphique 2
Les activités les plus importantes de la RSE
(% de tous les répondants, 2008, N = 1007 répondants, possibilité de 3 réponses)



Source: www.nadaciapontis.sk/13752

l'établissement du Business Leader Forum de la Fondation Pontis en 2004. Ce Business Leader Forum associe tous les entreprises qui ont accepté d'adhérer à tous les aspects de la RSE. En 2008, il a réalisé (en collaboration avec l'Agence Focus) une enquête sur la RSE. Les question portaient sur les activités les plus importantes en matière de RSE. La collecte de données a eu lieu auprès d'un échantillon représentatif de 1 007 personnes interrogées en face à face par des enquêteurs qualifiés. Les résultats de l'enquête sont décrits dans le

graphique 2. L'enquête comportait également des questions pour vérifier si le public slovaque, dans la prise de décision, tenait compte de l'activité des facteurs responsables. Près de 80% des répondants ont cité la recherche d'emploi, s'agissant d'employeur potentiel, dans le domaine de la responsabilité des entreprises. De la même façon, les deux tiers des répondants ont cité l'importance de l'information sur la responsabilité des entreprises dans la décision d'achat de produits et de services. Les résultats de l'enquête ont montré que 100% des répondants avaient déjà exprimé leur opposition aux pratiques irresponsables des entreprises en boycottant leurs produits ou services.

Conclusion

La RSE est un concept qui vise à encourager les entreprises à se comporter en responsables de leur environnement. L'entreprise est socialement responsable, si cela est fait volontairement et au-delà des normes législatives. Elle doit être active à cet égard et devrait définir une stratégie de RSE et la mettre en pratique. Bien qu'il existe de plus en plus d'institutions dans ce contexte, c'est à l'entreprise elle-même de choisir son action dans ce domaine.

BIBLIOGRAPHIE

Account Ability: *Responsible Competitiveness. Reshaping Global Markets Through Responsible Business Practices*. London, AccountAbility & FDC, 2005.

BOWEN, H. R. (1953) : *Social Responsibilities of the Businessman*. New York: Harper & Brothers.

CAPRON, M., PETIT, P. (2011) : *Responsabilité sociale des entreprises et diversité des capitalismes*. Revue de la régulation n.9, 1er semestre 2011.

CAPRON, M., QUAIREL-LANOIZELEE, F.: *Mythes et réalités de l'entreprise responsable*. Paris, La Découverte, 2004.

Entreprises durables et responsables. Disponible sur l'Internet :

http://ec.europa.eu/entreprise/policies/sustainable-business/corporate-social-responsibility/index_fr.htm.

ERNULT, J., ASHA, A. (2007) : *Développement durable, responsabilité sociétale de l'entreprise, théorie des parties prenantes: Evolution et perspectives*. Dijon Groupe ESC, 2007. ISSN 1768-3394.

GENDRON, C.: (2011) : *L'entreprise comme vecteur du progrès social. Débat sur la responsabilité sociale de l'entreprise (III)*. Revue de MAUSS permanente. Accessible sur le site: www.journaldumauss.net

GRANOVETTER, M. (2000) : *Le marché autrement*. Paris, Desclée de Brouwer.

KITA, J., KITOVA, D., KITA, P., DANO, F. (2010) : *La gouvernance des entreprises industrielles dans le contexte de la relation client-fournisseur*. In: La crise mondiale et les perspectives de reprise dans l'Union européenne. Monographie sous la rédaction scientifique de Ludmila Štěrbová et Claude Martin. Université d'Economie de Prague. Prague.

LISÝ, J. a kol. (2011) : *Ekonomický rast a ekonomický cyklus – teoretické a praktické problémy*. Iura Edition, Bratislava.

PASQUERO, J. (2005) : *La responsabilité sociale de l'entreprise comme objet des sciences de gestion. Un regard historique*. In Marie-France Turcotte et Anne Salmon (éd.) Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Montréal, Presses de l'université de Québec.

PRIVARA, A., RIEVAJOVA, E. (2010) : *Súčasná etapa globalizácie a vybrané aspekty trhov práce krajín Európskej únie*. In: Nová ekonomika, n. 2, juin 2010, vol. III.

SWIFT, T., ZADEK, S.: *Corporate Social Responsibility and the Competitive Advantage of Nations*.

Disponible sur l'Internet: <http://www.accountability.org/images/content/0/95/pdf>

Úvod do spoločensky zodpovedného podnikania. Disponible sur l'Internet: <http://www.iz.sk/sk/projekty/spolocenska-zodpovednost-podnikov/CSR-uvod>

RESUME

La conception de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) repose sur l'idée que le succès commercial d'une firme ne découle pas seulement d'une maximisation des profits mais exige également un comportement responsable vis-à-vis des acteurs économiques, de l'environnement et de la société. Les pratiques de la RSE varient selon les secteurs mais aussi au cours du temps, en fonction de l'état des réglementations nationales et internationales et des conditions économiques. A partir des années 1990 un nombre croissant de grandes entreprises cotées introduisent dans leur rapport financier (ou en annexe de ce dernier) des éléments concernant leur rapport à l'environnement. Au tournant des années 2000 on prend en considération d'autres composantes de la RSE (économique, social et sociétal). La notion de RSE converge vers celle de développement durable. Aujourd'hui, on considère dans de nombreuses analyses que la RSE représente la contribution des entreprises au développement durable.